

le mois

Le fond de commerce du génocide au Rwanda

Jean-Claude Willame

L'actuel régime rwandais gouverne par la peur et pratique un intégrisme antigénocidaire à telle enseigne que la Commission de l'Union européenne émet des doutes sur l'établissement d'un système politique démocratique et d'une société pluraliste. De plus, le Rwanda reste un fauteur de guerre potentiel important vis-à-vis du Congo voisin.

Après la décapitation en juillet dernier du leadership d'une des plus anciennes organisations des droits de l'homme rwandaises, la Liprodhor, l'arrestation dans la zone de transit de Kigali du père blanc et journaliste, Guy Theunis, a pu une fois encore montrer que le génocide fonctionne bien comme fond de commerce au Rwanda. Coup monté par des « faucons » de la classe dirigeante rwandaise contre l'un ou l'autre

« clan » — une hypothèse peu explorée par la presse —, provocation, manœuvre d'intimidation ou mesure de rétorsion de la part d'un pays diplomatiquement plus isolé qu'auparavant et qui, sur un signal ferme de Washington, a dû arrêter sa stratégie d'incursions armées fréquentes au Congo voisin, on ne sait encore trop. En tout cas, l'« affaire Guy Theunis » est un bon indicateur de la nature d'un régime politique, qui pra-

tique, avec un art consommé, un intégrisme antigénocidaire qui ne fait plus guère illusion.

On a souvent eu coutume de mettre sur le même pied le parcours politique et la gouvernance de deux pays, Israël et le Rwanda. Dans les deux cas, même arrière-plan de l'itinéraire historique : une diaspora persécutée s'impose et prospère sur un terroir qui lui est étranger. Dans les deux cas aussi, même sentiment de « forteresse assiégée » par rapport à un environnement hostile défendu par une armée toujours sur pied de guerre. Dans les deux cas enfin, un a priori définitivement favorable de « parrains » américains, anglais ou belge, bâti parfois sur un obscur sentiment de culpabilité par rapport à leur inaction pendant le temps du génocide, mais en tout cas très répandu dans les chancelleries de Kigali.

Comme on le sait, comparaison n'est pas raison. C'est que le système démocratique sur lequel s'est bâti, malgré toutes ses dérives, le premier fait toute la différence avec le « totalitarisme » du second. Le Rwanda politique s'est construit sur la menace jamais étayée qui pèse sur tous les sujets — « il y a parmi nous encore un million de coupables à rechercher et à punir », entend-on dire à Kigali —, sur un système d'exclusion systématique de tout ce qu'il

considère comme un comportement « divisionniste » ou « génocidaire » — les mots sont entrés dans la langue officielle — susceptible de menacer l'ordre établi par cette diaspora. Au Burundi voisin, on a pu « progresser » sur la voie de la paix en reconnaissant le fait ethnique et en l'organisant par un système de quota qui vaut ce qu'il vaut. Au Rwanda, il n'en est évidemment pas question pour une diaspora qui veut montrer le visage avenant d'un cosmopolitisme civilisé et de bon aloi derrière lequel se cache avec peine un régime qui gouverne par la peur.

Ont, tour à tour, été exclus d'un pouvoir devenu très arrogant l'ancien président de la République, Pasteur Bizimungu, longtemps présenté comme le « Hutu de service », l'ancien Premier ministre Faustin Twagiramungu, désigné par les Accords d'Arusha et aujourd'hui exilé en Belgique, Seth Nsedashonga, ancien président du parti de Paul Kagame et ministre de l'Intérieur, assassiné à Nairobi quelques mois après sa démission, Anastase Gassana, l'ex-ministre des Affaires étrangères, passé dans les rangs de l'opposition en exil. D'autres moins connus ont subi le même sort comme les dirigeants de la plus ancienne O.N.G. des droits de l'homme du Rwanda, la Liprodhor, qui en est réduite

aujourd'hui à ne pas déroger aux lignes de conduite fixées par le pouvoir.

Par rapport à l'opposition extérieure, c'est davantage l'épithète de « génocidaire » qui est de règle. Ainsi, en est-il pour le F.D.L.R., un assemblage hétéroclite d'exilés tutsi et hutu, anciens du F.P.R. ou pas, vivant dans un certain nombre de pays européens, peu en contact avec le terrain, qui se sont retrouvés récemment à Rome, avec des « faiseurs de paix » extérieurs, pour annoncer que leur mouvement renoncerait à la lutte armée au bénéfice d'un mouvement d'opposition et pour demander que des garanties leur soient données par la communauté internationale pour que le retour au pays se passe correctement. Quant aux « combattants » sur le terrain, réduits pour la plupart à la survie, le régime de Kigali préfère y voir surtout des « Interahamwe » et des ex-F.A.R. ayant participé au génocide, alors que la majorité d'entre eux n'avait pas dix ans en 1994.

Le génocide, ça rapporte donc en termes de mobilisation politique puisque des élections, plus ou moins « libres et démocratiques », ont reconduit un système de pouvoir, qui a admirablement bien réussi à régner par la crainte, et un système de contrôle social, qui a toujours fait le succès des régimes

politiques successifs au Rwanda. Il y a plusieurs mois, lors de la commémoration annuelle du génocide, une grande nervosité a soudainement saisi on ne sait trop pourquoi les « hauteurs » de ce régime qui en ont remis une couche: menace de fermeture des hôtels durant cette semaine de commémoration, contrainte exercée sur les étudiants de l'université de Butare pour qu'ils assistent aux séances du « *gacaca* », ces tribunaux populaires, parfois manipulés par le politique, dont les procédures ne sont pas toujours orthodoxes et que des centaines de Rwandais ont fui pour se réfugier au Burundi voisin.

Le Rwanda, un « État qui marche »? Telle a été la conclusion de notre ministre des Affaires étrangères après un bref passage à Kigali à la fin de l'an dernier. Une administration qui tourne bien et qui est solidement tenue en main par les « hauteurs » d'une bureaucratie tatillonne, militarisée et barricadée comme jamais auparavant dans les ghettos de luxe de Kigali, qui sont sans doute le

résultat de la plus-value dégagée à partir des ressources illégalement exploitées dans le Congo voisin (coltan, etc.). Un régime disposant de services de sécurité très efficaces, comme l'affaire du père Theunis, arrêté inopinément alors qu'il transitait par Kigali pour se rendre à Bruxelles, le démontre? C'est quasi certain. Encore que les avis divergent sur les performances atteintes par cette bureaucratie.

Si le très orthodoxe F.M.I., souvent querellé par des fonctionnaires de la Banque mondiale, a donné un bon bulletin au Rwanda dans son rapport portant sur la période juin 2003-juin 2004, tel n'est pas le cas de celui de la Commission de l'Union européenne qui, dans son analyse de la mi-2004, émettait des « doutes sur l'agenda du régime politique [rwandais] quant à l'établissement d'un système politique démocratique et d'une société pluraliste ». Il demandait en tout cas qu'un « dialogue politique » soit établi avec le gouvernement rwandais sur « un certain nombre

de ses engagements et orientations en matière de stratégie de développement rural et de programme macro-économique ».

Même si l'élite dirigeante congolaise continue à se mordre la queue dans les attermolements que l'on sait face à la culture de la violence et de l'impunité qui sévit dans ce pays depuis tant d'années, il ne faudrait pas pour autant dévier les tirs sur cette seule cible. Par ses menaces et ses ukases répétés à l'égard de son voisin, par « proxi » interposé ou pas, le régime rwandais actuel, animé par une diaspora qui s'est édifiée en forteresse, reste un fauteur de guerre potentiel important tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il faut un langage clair et supra-diplomatique à l'égard du Rwanda, sous peine de donner raison à ceux qui disent aujourd'hui que c'est une justice de vainqueur qui prévaut et qu'on ne sortira pas du climat de peur généralisée entretenu dans un Rwanda si peu démocratique et en trompe-l'œil.

